

deux pays ont convenu de continuer à en respecter les clauses générales. Aux termes du SALT II, les États-Unis et l'URSS se sont entendus sur des limites applicables à des types particuliers d'armes, en s'inspirant du protocole de Vladivostok intervenu en 1974 entre le Président Carter et le Secrétaire Brejnev. Des plafonds numériques visaient aussi les vecteurs nucléaires stratégiques tels que les bombardiers lourds, les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), les missiles balistiques lancés depuis un sous-marin (SLBM), et les missiles air-surface.^{2,3,10}

Les moyens techniques de vérification incluent les satellites de surveillance, la surveillance aérienne, les postes d'écoute et les instruments terrestres tels que les détecteurs sismiques et les radars. Au nombre des moyens non techniques, il faut compter les inspections sur place et d'autres méthodes, dont les analyses économiques, l'étude des documents et des discours, les entrevues avec des voyageurs et des immigrants, et les activités clandestines. La formule la plus fiable consiste à recueillir de l'information auprès de nombreuses sources différentes.

La question de la vérification technique sous-tend quatre grands aspects : les limites physiques de la technologie, la capacité de détecter les activités que l'adversaire cherche intentionnellement à dissimuler, les mesures de protection à prendre si l'une des parties essaie de confondre ou de détruire le réseau de surveillance de l'autre, et enfin (et c'est sans doute la tâche la plus difficile), l'interprétation objective des données.

Beaucoup d'arguments militent en faveur de la création d'un programme impartial de surveillance, qui serait administré et mené par des personnes venant de pays autres que les deux superpuissances. On a réclamé une telle structure à maintes reprises. Ainsi, pendant la Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement, en 1978, la France a proposé de mettre sur pied l'Agence internationale de satellites de contrôle (ISMA) et de la placer sous l'égide de l'ONU.¹¹ Dans un même ordre d'idées, l'amiral américain Stansfield Turner, ancien directeur de la CIA, a recommandé en 1985 que les États-Unis diffusent plus largement l'information recueillie grâce aux moyens techniques de surveillance. Citant une proposition formulée par le président Eisenhower en 1955, il a même évoqué la possibilité de créer une "agence de l'espace aérien sans frontières".¹² Même en l'absence d'une telle agence, nous connaissons déjà l'existence et les capacités générales de certains satellites américains de surveillance, renseignements qui, il y a à peine quelques années, étaient tous confidentiels. Six pays, nommément l'Argentine, la Grèce, l'Inde, le Mexique, la Suède et la Tanzanie, ont offert d'administrer ensemble un programme international de contrôle.⁴ Au Canada,

le ministère des Affaires extérieures parraine une étude sur le déploiement possible d'un système de vérification au sol et dans l'espace qui s'appellerait PAXSAT. Bien qu'elle ne soit pas encore terminée, l'étude recommandera probablement le lancement d'un satellite canadien muni d'imageurs et d'un radar à haute résolution et la mise en place d'un système au sol hautement perfectionné.¹³

QUOI ET QUI OBSERVER?

Comme les traités SALT concernaient les menaces stratégiques, les "cibles" tels que les missiles ICBM et SLBM, les avions stratégiques et les rampes de lancement constituaient les principaux objets de la vérification. (Le mot "cible" est ici employé sans allusion malveillante, pour décrire l'objet observé.) Un programme de vérification plus complet comprendrait l'observation de nombreux autres éléments, dont les navires de guerre, les stations radar, les usines et les entrepôts d'armes chimiques et biologiques, les installations militaires, les véhicules militaires terrestres et les usines d'armements en construction. Il importerait aussi de déceler les changements survenus entre un "balayage satellite" et le suivant, pour suivre toute évolution dynamique des choses. Il conviendrait en outre d'observer les missiles de croisière. Avec les techniques actuelles de télédétection, il est possible de les surveiller au sol, mais vu leur mobilité et leur petite taille, il est facile de les cacher dans des bâtiments ordinaires. En outre, ces missiles n'ont pas besoin d'un "soutien logistique" considérable, contrairement aux ICBM. Par conséquent, la vérification à cet égard suscite des controverses, et c'est sans doute une question qu'on ne pourra pas régler seulement par le biais des moyens techniques.^{4,10} On a aussi proposé d'observer un certain nombre d'autres cibles; par exemple, on pourrait observer les réacteurs nucléaires et les usines d'enrichissement de l'uranium pour confirmer que les pays respectent les limites de production de matières fissibles destinées aux armes nucléaires.¹⁴

Les satellites munis d'antennes à grand gain et de récepteurs sensibles capables de couvrir une vaste partie du spectre des fréquences de communications peuvent intercepter les communications sol-sol et sol-espace, ou encore les capter "par indiscretion". Un organisme international de vérification pourrait techniquement assumer un tel rôle, mais à moins que toutes les parties intéressées, y compris les deux superpuissances, acceptent un contrôle de ce genre, on aurait là une formule peu pratique du point de vue diplomatique. En outre, on se heurterait à des défis techniques de taille, vu le degré de perfectionnement exigé du matériel et des res-